L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Cinquième année - N° 185 - Vendredi 23 avril 1993 - ISSN 0995-0583 - Prix 6,50 F



BARBARIE EN EUROPE

© Fondation Jean-Jaurès

Votre courrier

UN REVE DE VIE

Agé de dix-sept ans et ayant rejoint le MJS il y a un peu plus d'un an, puis le PS quelques mois plus tard, je n'ai rien connu des victoires de 81 et 88, et encore moins d'Epinay ou de 36.
Mon espérance est fraîche, vivante et confiante ; je la veux maintenant communicative.
Trouver de nouvelles armes contre le chômage, réinventer l'Education nationale, redéfinir ou plutôt définir la société socialiste du XXIe siècle en inventant un nouveau modèle de vie en commun fondé sur nos éternelles valeurs de solidarité, justice sociale et égalité des chances, bref, ne pas avoir peur d'ouvrir un véritable débat sur une solution de rechange originale et nouvelle à un capitalisme de plus en plus déphasé par rapport à nos problèmes actuels, tout en intégrant à notre réflexion ceux qui alimenteront les débats brûlants de demain : sida, tiers monde, nouvel ordre international interdisant la guerre, etc...
Utopie tout cela, me répondront certains. Eh bien oui ! Car c'est cela qui nous a toujours différenciés de la droite, et qui nous manque cruellement aujourd'hui -un projet de société, un rêve de vie- et c'est à cela que nous devons nous atteler en priorité.
Les chantiers ne manquent pas, ne ratons pas le coche, sus au désespoir, sus à la morosité, même si on a mille raisons de râler et d'être dégoûté, car, pour demain, trois urgences : union, réflexion, action !

MATHIEU KLEIN
Holving (57).

PERCUTANT

Nous voulons des tribuns, qui sachent se faire entendre, qui sachent attaquer et riposter de façon cinglante.
Assez de courbettes oratoires, de lectures de "copies" bien léchées, sans âme, sans saveur.
Assez de congrès, de collectifs, de motions, de courants. Tout cela nous rase, endort et fait fuir les indécis.
Messieurs, Mesdames, si vous voulez refaire le Parti socialiste, alors criez-le durement et intelligemment, avec des arguments qui portent contre la droite.
Faites court, mais percutant.

SUZANNE CARLY
Paris (75).

DEBOUT !

Que les partis socialistes soient cassés, la belle affaire ! Ce sont des outils et les outils se remplacent. Dans ce monde d'iniquité et d'absurdité, d'intolérance et de violence, le socialisme est plus nécessaire que jamais.
Convient-il de procéder à une énième analyse de nos "fautes" ? Il n'est pas besoin de consulter le trottoir pour connaître les préoccupations du peuple. Du moins, donnons à celles-ci un signe positif : emploi, sécurité, intégration, moralité publique, solidarité, etc... Prenons garde à ne pas confondre le mal avec ses effets.
Et, puisque les grands problèmes, l'écologie comme l'économie, se posent le plus souvent à l'échelle universelle, adoptons des pratiques et dotons-nous de structures adaptées à la situation nouvelle. Il est navrant, aberrant que les socialistes continuent de se battre en ordre dispersé.
Créons un vaste mouvement européen de progrès, sans crainte de renverser les frontières de papier mâché. Que Jean-Pierre Chevènement pousse son cocorico s'il le veut ; sur le fumier voisin, Philippe Séguin a la voix plus claire.
Préfigurons l'Europe socialiste en inventant le socialisme européen. Oui, l'Europe est une étape, rien qu'une étape ; mais cette étape est à notre portée, nous pouvons atteindre ce but avant la fin du siècle. Et de quoi va-t-elle crever, l'Europe, si nous ne relevons pas notre drapeau ? Elle va crever du nationalisme, du racisme, de la peur et de la haine. C'est ici que la gauche revient. Car la droite exalte les "valeurs" inverses. La droite sauvage le fait avec une violence extrême, dans le sang. La droite policée le fait à doses homéopathiques, avec cette hypocrisie du petit doigt dressé qui fait le charme discret de notre gouvernement. De la chasse au faciès à la purification ethnique, il n'y a qu'une différence -énorme, certes- de degré. Tout de même, la droite ne serait plus la droite si elle sortait de son donjon. Debout, la gauche ! Apprenons aux hommes à acquérir peu à peu une conscience "supranationale". C'est à ce prix seulement que nous n'aurons plus à rougir de Srebrenica.

MARCEL DEGOIS
Troyes (10).

CHOIX DE SOCIETE

Qu'on le veuille ou non, c'est de ce grand déballage que naîtra notre vision de l'avenir, notre choix de société, notre approche nouvelle d'un socialisme régénéré. Cessons de croire que le rassemblement du vide pourrait à un quelconque moment être une chance ou l'amorce d'un grand destin.
La division actuelle est seule porteuse d'espoir car elle crée les nécessités du débat, de la réflexion, de la fusion des idées et des choix.
Nous ne devons pas être des huîtres attachées à leur rocher, des crabes pliant la tête devant la fatalité anonnant sans cesse les mêmes certitudes toujours déçues. Le vent qui souffle sur le Parti, s'il prend des formes de tempête n'en est pas moins salutaire.
Quoi qu'on en pense, quoi qu'on en dise, quels que soient les leaders auxquels va notre préférence, il faut reconnaître que ce coup de force, ce choix exercé en dépit de toutes nos habitudes, était une bonne chose. Il nous ouvre, enfin, les portes de l'avenir. Il nous appartient maintenant d'en tenir compte et de faire en sorte que tout cela débouche sur quelque chose.

YVES GUEZENGAR
Rezé (44).

LA REFLEXION

Il faut faire revivre la notion de solidarité internationale des salariés et en faire un des axes de notre action.
Inutile de développer ce thème pour ce qui est de l'Europe. Les affaires, Hoover et Grundig sont révélatrices.
On commence à s'apercevoir des conséquences fâcheuses pour les salariés des pays riches de l'exploitation des salariés du tiers monde, de l'Europe de l'Est, des NPI (nouveaux pays industriels) etc.
La machine du libéralisme économique devient folle. Le nécessaire "développement", le non moins nécessaire accroissement des échanges internationaux, se font sur le dos des salariés de partout au bénéfice exclusif des entreprises nationales et internationales. Avec la bénédiction des gouvernements des pays "neufs" et dans l'atonie des institutions internationales, alors que les conventions internationales du travail les plus impératives sont violées tout comme les droits de l'homme.
Si vos têtes pensantes retiennent ce thème, elles trouveront un riche savoir dans ces domaines auprès de la Confédération internationale des syndicats libres et de ses SPI (secrétariats professionnels internationaux : métaux, chimie, alimentation, bâtiment, employés et techniciens, etc.) tous engagés dans de rudes combats.

MARC CARRICHE
Genève (Suisse).

BOUGER

Il faut repenser le socialisme. S'il faut reconstruire la maison, il faut, certes, s'appuyer sur des fondations bien enracinées, mais utiliser les matériaux nouveaux.
Nos valeurs ont évolué (la laïcité, par exemple, n'a pas le même sens qu'au début du siècle), l'esprit républicain a pris une autre tournure (nous ne sommes plus en 1789). D'autes apparaissent liées à la citoyenneté européenne, à l'immigration (qui a tort, qui a raison ?) à l'insécurité (comment se défendre ? jusqu'où peut-on aller ? où est la différence entre tolérance et laxisme, vigilance et milice, défense des victimes et esprit de revanche, justice et vengeance ?...).
Notre société a évolué. Elle évoluera encore, elle régresse parfois. Le socialisme doit bouger, lui aussi, se transformer tel un arbre que l'on taille mais qui reste bien implanté sur ses racines profondes. Nous ne devons pas tous laisser dépasser par les événements mais nous ouvrir au monde moderne et mener une réflexion permanente.
Tâche difficile où nous avons besoin de tous : militants, syndicats, ouvriers, employés, retraités, réseaux associatifs, intellectuels, scientifiques, chercheurs, philosophes. En un mot, les hommes et les femmes de bonne volonté.

MARIETTE LAPIERRE
Nîmes (30).

Courrier des lecteurs, suite page 12...

Vendredi
10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56... (précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Jack Queyranne
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
P. Guyot / A.F.P. (couv.) ; Imapress (p. 8/9) ; K. Jae-Hawn / A.F.P. (p. 10) ; L. Baldelli (p. 11) ; D.R. (p. 14 et 16) ; T. Valès / D.R. (p. 16) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 148.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 *Courrier*

POLITIQUE INTERIEURE

4 *Le projet de Balladur : ne soyons pas dupes, la droite est là*
5 *Editorial : Michel Rocard*
7 • *Rencontre des premiers fédéraux : Etats généraux, avancer, ensemble*
8 *Il y a 50 ans, le ghetto de Varsovie : le souvenir contre l'inadmissible*



▲ *Courrier (pp. 2, 12 et 13).*



▲ *Premiers fédéraux (p. 7).*

POLITIQUE INTERNATIONALE

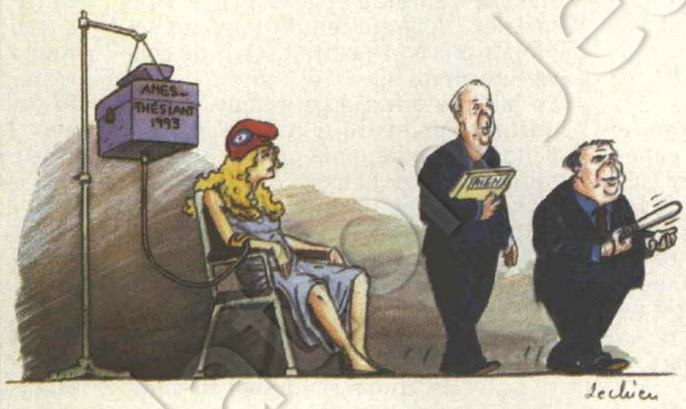
9 *La Bosnie entre-déchirée : la barbarie en Europe*
10 • *L'Italie a dit oui aux référendums*
• *Démocratisation en Corée du Sud*
11 *Proche-Orient : terre contre paix*

CULTURE

14 • *Post-scriptum*
• *Cinéma : "Benny's video"*

INVITE

15 *Roger Planchon*



FORMATIONS

- *Le centre Condorcet organise, le 14 mai à Paris, un stage destiné aux élus et responsables associatifs sur le thème* ***"Relations avec les médias"****.* ☎ *40.41.08.48*
- *Le secrétariat national à la Formation organise, du 12 au 14 mai, un stage dans l'ex-Allemagne de l'Est (de l'économie planifiée à l'économie de marché, rencontres avec le SPD, les syndicats, le patronat). Prix : 2.000 F.* ☎ *45.56.77.57*

Claude Estier

15 avril

Edouard Balladur reprend devant le Sénat, en les résumant, les grands thèmes de son discours d'investiture de la semaine précédente. Le tirage au sort a voulu que je sois le premier à lui répondre. Je le fais sur un ton modéré, en soulignant toutefois la distance entre les propos actuels du premier ministre et ceux que tenaient ses amis politiques pendant la campagne électorale, par exemple sur le chômage ou encore sur la réforme de la politique agricole commune ou les négociations du GATT. Edouard Balladur n'aime pas qu'on dise que, dans ces domaines au moins, il ne s'écarte guère de la politique de son prédécesseur. Il tient à souligner sa différence. Je ne doute pas qu'elle se manifestera bientôt sur des sujets comme la sécurité (avec les dérives qu'a déjà entraînées le retour de Charles Pasqua au ministère de l'Intérieur), l'immigration ou encore la privatisation d'un certain nombre d'entreprises publiques. Sans parler de plusieurs questions -l'enseignement, par exemple- sur lesquelles le premier ministre se trouve déjà aux prises avec les surenchères d'une partie de sa majorité.
Fort de la cote de popularité que lui accordent les sondages, Edouard Balladur entend bien préserver son autonomie, tant à l'égard du président de la République - avec lequel il évite, pour l'instant, tout conflit- qu'à l'égard des partis qui le soutiennent. Il est clair que son style et son comportement sont bien différents de ceux de Jacques Chirac en 1986. Mais lorsqu'il parle de sacrifices à demander aux Français et de mesures impopulaires à prendre, il sait bien que, pour lui, les difficultés commencent.

18 avril

Il est de bon ton de disserter de l'impuissance de la communauté internationale devant le drame bosniaque. Mais aucun de ceux qui parlent ainsi ne va jusqu'à préconiser une intervention militaire contre la Serbie, qui exigerait l'engagement de 200 à 300.000 hommes. Il est vrai que peut paraître surréaliste la surveillance aérienne du ciel de Bosnie alors que les forces serbes, qui n'ont pas besoin d'avions, avancent méthodiquement vers l'enclave de Srebrenica. Comme semblent aussi dérisoires, dans le même temps, les délibérations du conseil de sécurité aboutissant à renvoyer au 26 avril, pour cause de référendum russe, le renforcement des sanctions économiques contre la Serbie. Il est certain que l'inadaptation des interventions des Nations Unies -que ce soit dans l'ex-Yougoslavie ou au Cambodge- mérite une réflexion approfondie. Il reste que, même si les casques bleus sont conduits à jouer un rôle ambigu, ils constituent aujourd'hui à Srebrenica le seul rempart contre un massacre généralisé des populations civiles qui s'y sont réfugiées.

19 avril

En Israël, en Pologne, à Paris, on commémore dans le recueillement le 50e anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie en même temps que le souvenir des millions de déportés juifs qui périrent dans les camps nazis. La chaîne franco-allemande Arte a consacré plusieurs heures à restituer des images poignantes de ce ghetto dont il ne reste rien. Le 19 avril 1943 est une date qui doit rester dans la mémoire des hommes, celle où une poignée de combattants juifs polonais, survivants d'une extermination collective, refusèrent de se laisser abattre comme des chiens par des SS assoiffés de sang qui voulaient offrir la reddition du ghetto en cadeau d'anniversaire à Hitler. Avec des armes de fortune, les insurgés tinrent près de trois semaines avant de succomber, à l'exception de quelques-uns qui parvinrent miraculeusement à échapper à la fureur nazie et sont encore là aujourd'hui pour témoigner.
Sur le monument érigé en souvenir de ce génocide, il est écrit : "Plus jamais". C'est bien pour que la "bête immonde" ne puisse pas renaître qu'il ne faudra jamais oublier.

Archives Jean Jaurès

LES PROJETS DE BALLADUR

ne soyons pas dupes, la droite est là

Ses airs de chanoine et son ton suave ne doivent pas tromper les Français. Au fur et à mesure que le Premier ministre présente ses plans, la droite reprend ses marques et ses vieux réflexes reviennent au galop.

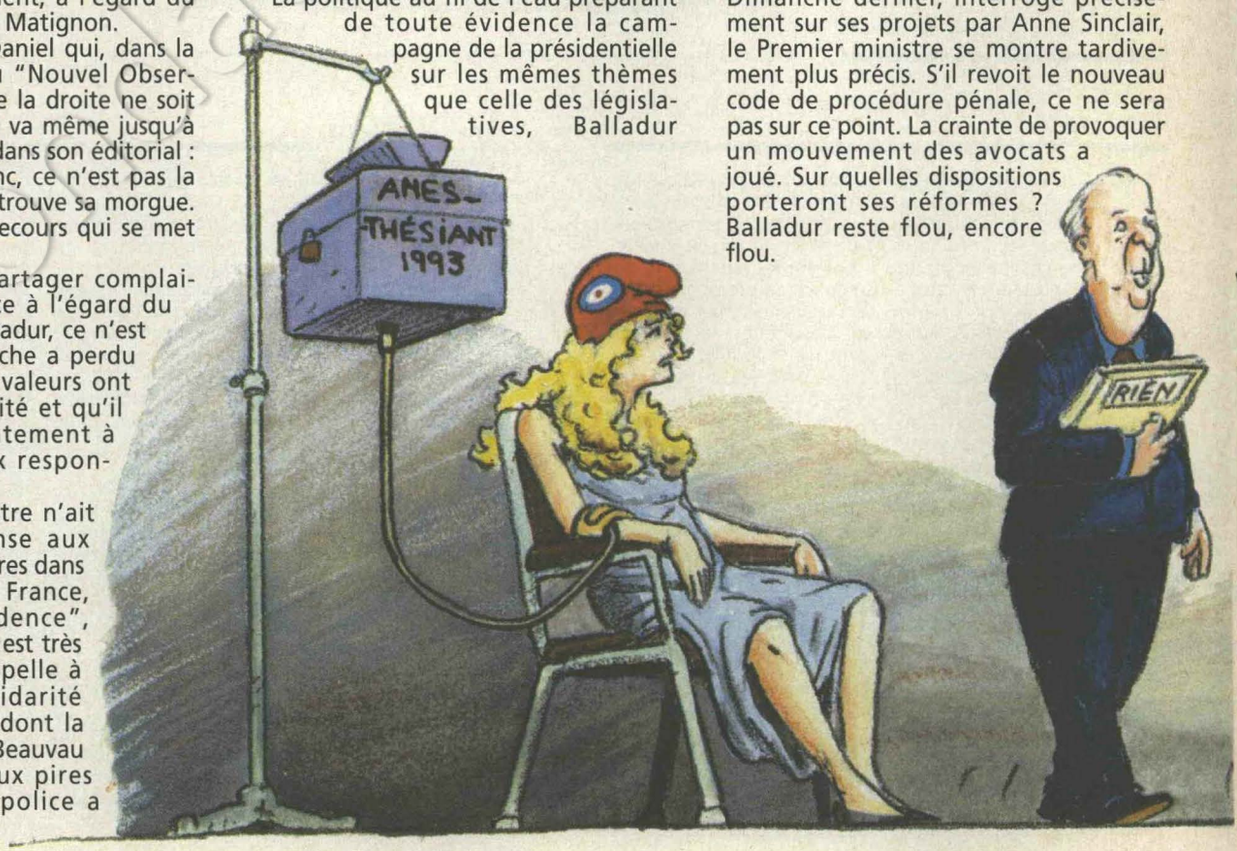
L'état de grâce du Premier ministre entrainerait-il l'anesthésie générale du pays ? On pourrait le croire à lire, à voir et à entendre la presse en ce moment. A l'exception notable de celui de "L'Evénement du Jeudi", tous les éditorialistes semblent être fascinés et avoir perdu leur capacité de critique, voire de jugement, à l'égard du nouvel hôte de l'Hôtel Matignon.
Il n'est jusqu'à Jean Daniel qui, dans la dernière livraison du "Nouvel Observateur", se félicite que la droite ne soit plus ce qu'elle était. Il va même jusqu'à écrire tranquillement dans son éditorial : "Pour le moment donc, ce n'est pas la droite ancienne qui retrouve sa morgue. C'est une équipe de secours qui se met au travail."
Désolés de ne pas partager complaisance ni bienveillance à l'égard du gouvernement de Balladur, ce n'est pas parce que la gauche a perdu les élections que ses valeurs ont perdu de leur actualité et qu'il faut coller immédiatement à celles des nouveaux responsables.
Que le Premier ministre n'ait comme seule réponse aux quatre morts par bavures dans les commissariats de France, que le mot "coïncidence", dimanche soir sur TF1 est très inquiétant. Qu'il rappelle à tout moment sa solidarité avec Charles Pasqua dont la seule présence place Beauvau redonne des ailes aux pires éléments de notre police a quelque chose de plus suspect. Qu'il répète partout qu'il fera une politique en rupture avec celle des socialistes, est très bien ; encore faudrait-il qu'il explique quoi et comment.
Pour l'instant, le flou règne en maître. Ainsi, dans sa lettre d'invitation aux syndicats pour la conférence de Matignon du vendredi 23, il présente le calendrier de la politique de son gouvernement en annonçant un second rendez-vous "avant la fin de l'été afin de définir les dispositions susceptibles d'être prises dans le cadre de l'élaboration de deux lois quinquennales relatives à l'emploi et à la protection sociale". Voilà qui en dit long sur ses projets précis et pourrait servir de couverture au cas où...
En fait, il y a fort à parier que, hormis quelques points forts comme le Code de la nationalité ou la politique sécuritaire, le gouvernement Balladur gouvernera le moins possible. La série des réformes annoncées a toutes les chances de se traduire par un nombre important de commissions mises en place ou de projets mis en chantier pour plus tard...
La politique au fil de l'eau préparant de toute évidence la campagne de la présidentielle sur les mêmes thèmes que celle des législatives, Balladur plaidera pour ne pas être encore jugé sur une politique présentée comme quinquennale. Quelques-uns parmi les points à étudier de près :

GATT

Dans le règlement de ces négociations, après les rodomontades entendues à droite pendant la campagne, le gouvernement s'enterre dans une guerre de tranchées, sans un mot, au moins jusqu'au 10 mai, date de la prochaine rencontre. En attendant, il prépare le terrain en séduisant les ruraux par des mesures peu onéreuses, comme le gel des implantations de grandes surfaces ou le maintien des services publics dans les campagnes, annoncées devant les sénateurs, représentants des intérêts ruraux.

Procédure pénale

Cette réforme votée par la gauche a reçu les louanges des avocats mais est restée très controversée par les magistrats. Dans son discours devant l'Assemblée, Edouard Balladur a joué avec le feu. Il annonce que cette loi serait revue, ce qui permet à certains policiers de se sentir déliés de leurs obligations et de ne pas appliquer cette loi. En particulier, lors des gardes à vue, aucun avocat n'est présent et leur durée excède de beaucoup les douze heures légales, comme dans le dix-huitième, lors du meurtre du jeune Makomé. Dimanche dernier, interrogé précisément sur ses projets par Anne Sinclair, le Premier ministre se montre tardivement plus précis. S'il revoit le nouveau code de procédure pénale, ce ne sera pas sur ce point. La crainte de provoquer un mouvement des avocats a joué. Sur quelles dispositions porteront ses réformes ? Balladur reste flou, encore flou.





Sécurité

Edouard Balladur a appuyé bruyamment les propos musclés de Charles Pasqua au conseil des ministres, qui ont suscité les réserves de François Mitterrand, et qu'il a réitérés devant l'Assemblée nationale. La garde de fer perce sous la droite de velours. Le changement d'attitude que certains avaient cru déceler chez le ministre de l'Intérieur après les bavures, affecte visiblement plus la forme que le fond, et un certain classicisme revient au galop, à droite, dès qu'il s'agit de répression. Certains signes ne trompent pas pour ceux dont la mémoire n'a pas été complètement effacée par l'effervescence médiatique. Ainsi a-t-on vu réapparaître ces figures de l'après-mai 68 qu'on croyait révolues : les inculpés de "rébellion à agent" passablement tuméfiés par leur contact avec la force publique. La présence remarquée de Raymond Marcellin au "7 sur 7" d'Edouard Balladur montre que, pour notre très pompidolien Premier ministre, le tandem Marcellin-Edgar Faure semble avoir servi de modèle à celui qu'il a formé avec le duo Pasqua-Simone Veil.



Plus dangereux encore apparaît l'amalgame entre immigrés -fussent-ils clandestins-, mineurs -fussent-ils récidivistes- et délinquance. En désignant à la vindicte populaire des catégories de la population que certains ont déja tendance à contrôler systématiquement, Charles Pasqua ne se prémunit guère contre d'éventuels dérapages. Le bouillant ministre de l'Intérieur a visiblement l'aval de son "modéré" premier ministre qui, sur cette source où l'on va pêcher les voix du Front national, n'a rien à lui envier. "Je sais qu'on a fait grief du rapprochement entre l'immigration et la délinquance, on dit : "les choses ne sont pas liées". Je vais vous donner un seul chiffre, la drogue est un fléau dans notre pays qui va en s'aggravant. Eh bien, la moitié des délits concernant la drogue sont commis par des étrangers, c'est une statistique qui, d'ailleurs, a été publiée par le gouvernement qui nous a précédés." a déclaré Edouard Balladur. Pasqua lui-même n'a pas été plus clair.

Il est tout de même étrange, pour ne pas dire scandaleux, que la conclusion pratique que l'on ait tirée des bavures à répétition soit, comme l'a fait le ministre de l'intérieur, que les policiers ne peuvent exercer pleinement leur métier, à cause d'un "cadre judiciaire" trop contraignant. Ces propos, notés par le syndicat de la Magistrature comme relevant de "la provocation", visent, entre autres, les contrôles d'identité, la loi Joxe sur les mesures de reconduite à la frontière et la récente réforme du code de procédure pénale. Les contrôles d'identité étant régis par la loi "Sécurité et libertés", on ne voit pas, à moins d'ériger la France en Etat policier, ce qu'on pourrait faire de plus, ainsi que le souligne Me Soulez-Larivière.

La rue sera-t-elle assimilée à un supermarché, comme le suggère Edouard Balladur, et devra-t-on exhiber sa carte d'identité chaque fois qu'on changera de trottoir ? L'argument du Premier ministre selon lequel on présente bien sa carte d'identité à la caissière avec son chèque, pourquoi pas au policier, est signé Pasqua, mais pêche par sa faiblesse. Acheter est un contrat, emporter des marchandises suppose que l'on laisse de l'argent, il est normal que la solvabilité du client soit vérifiée... Rien de semblable face à un policier qui exigerait des papiers d'identité. Circuler dans un pays libre ne suppose tout de même pas tant de précautions, à moins que...

Au probable retour de sa loi sur les expulsions, qui seraient réglées par l'administration et non plus par la justice, le ministre de l'Intérieur ajoute celui de la loi anticasseurs... mais pour les immigrés seulement ! "Les étrangers qui seraient interpellés dans des manifestations (de casse ou de pillage) s'exposeraient alors à être l'objet de mesures d'expulsion" a déclaré Charles Pasqua aux députés.

Il ne resterait plus au gouvernement qu'à adopter la suggestion de l'ancien procureur, aujourd'hui député RPR de Seine-Saint-Denis, Raoul Béteille, de rétablir la Cour de sûreté de l'Etat pour que la réforme, chère à Edouard Balladur, soit définitivement en marche. Arrière.

L'histoire n'attend pas

Les socialistes doivent, au plus tôt, être à nouveau en mesure d'en affronter les défis. Ce n'est pas faire à la droite un procès d'intention que de souligner le manque d'imagination des propositions qu'elle présente aujourd'hui. Le ton est patelin, le fond est assez vain. Ce n'est certainement pas à coups d'audit et de commissions que se régleront les problèmes qui se posent à la France.

Notre responsabilité est d'autant plus grande. Car je suis convaincu que seules des solutions de gauche, audacieuses et ambitieuses, pourront offrir à notre pays des perspectives réelles.

Mais, pour inventer ces solutions, ou pour les préciser, il nous faut pour l'immédiat faire effort sur nous-mêmes. Faire effort sur nous-mêmes, cela signifie d'abord avoir l'honnêteté de l'autocritique, et j'en prendrai ma part. Cela signifie ensuite avoir le courage, plus exigeant, de la proposition. Cela signifie enfin nous remettre en ordre de bataille, non pour des conflits internes mais pour les combats qu'il nous faut livrer aux côtés des Français et pour eux. Les Etats généraux sont un pari, un pari sur nos capacités, celles de tous les militants, celles de tous les sympathisants qui seront prêts à rejoindre notre démarche et à l'enrichir. Ce pari est risqué et, pour autant, nous n'avons pas le droit de le perdre. Nous ne le gagnerons qu'en nous débarrassant de tout souci subalterne de préservation de positions acquises, de toute tentation de faire survivre contre vents et marées des courants qui nous ont fait tant de tort.

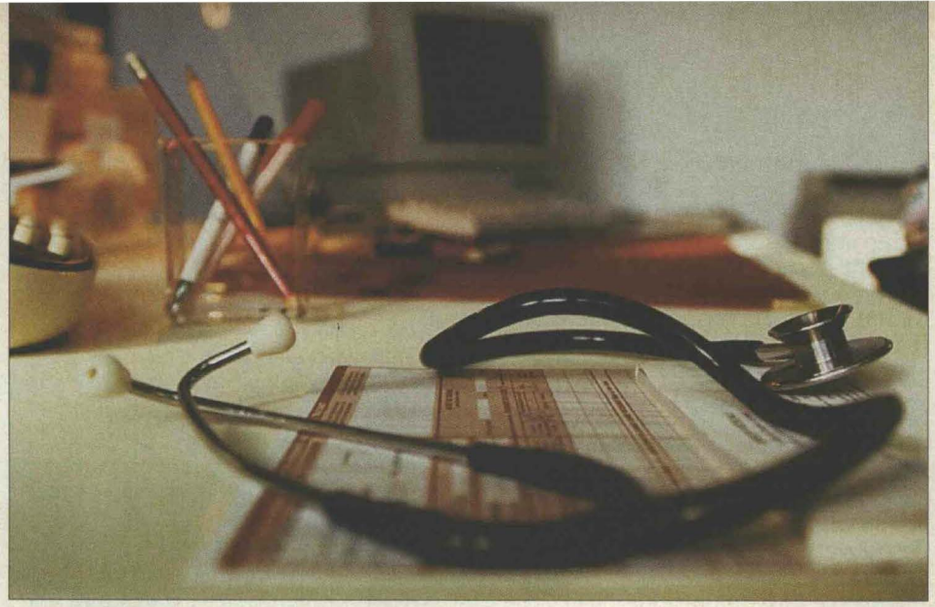
Dès demain, au Comité directeur, je ferai, au nom de la direction collégiale, des propositions concrètes, inspirées des remarques des responsables fédéraux, et qui devraient emporter l'adhésion de tous ceux qu'animent le dynamisme et la bonne foi. Ensuite, c'est à chacun qu'il reviendra de prendre sa part dans la reconstruction que nous engageons en commun.

Un Parti apaisé, des militants remobilisés, une unité retrouvée, voilà mes objectifs immédiats.

Une critique lucide du passé, une analyse approfondie du présent, des propositions audacieuses pour l'avenir, voilà nos objectifs des mois qui viennent.

De tout cela, nul de doit sous-estimer la difficulté, mais chacun doit aussi mesurer l'espérance.

M. Rocard



Fonctionnaires

Demander aux ministres de prendre les lignes régulières, plutôt que les avions du GLAM pour leurs voyages privés, ne suffit pas pour réduire les dépenses de l'Etat. C'est en tapant dans la poche des fonctionnaires que le gouvernement compte, sinon faire rentrer de l'argent, du moins en sortir moins que prévu. Mine de rien, les salaires des fonctionnaires (cotisations et pensions comprises) représentent cinq cent milliards, le tiers du budget de l'Etat. La tentation est forte, d'autant qu'aucun accord salarial pour 1993 n'avait été signé avant le changement de gouvernement. Mais il existait déjà une base pour les négociations : 2,6% de hausse pour cette année, plus 0,5% à la signature de l'accord. Cette base sera-t-elle respectée ? Les syndicats, aujourd'hui, se rappellent avec inquiétude que le gouvernement avait carrément bloqué leurs salaires, lors de la précédente cohabitation.
Quoi qu'il en soit, la masse salariale augmentera cette année de 6,2%, sans aucune mesure générale. Les fonctionnaires, eux, font le calcul suivant : les prix ont augmenté de 1,2% depuis le début de l'année, de 1% avec l'indice hors tabac, alors que leur dernière augmentation -1,8% au 1er février- était un reliquat de 1992.
André Rossinot, le nouveau ministre de la Fonction publique, a demandé un délai de réflexion. "C'est une nouvelle dégradation de la situation qui attend les fonctionnaires" a traduit Bernard Lhubert, de la CGT.

Impôts

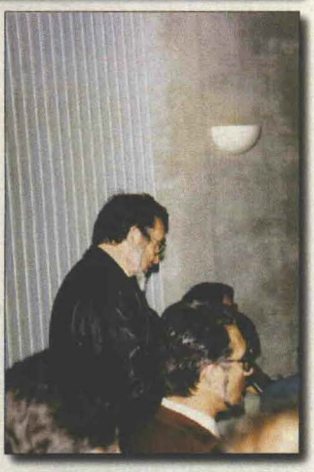
S'il est un domaine où le nouveau gouvernement essaie de se laver les mains de ses promesses électorales et a opéré, déjà, plusieurs virages à 180 degrés, c'est bien celui des impôts.
Fin 1992, dans ses "vingt réformes pour commencer à changer la France", le RPR prétendait "alléger l'impôt des classes moyennes" et diminuer le nombre de tranches du barême de treize à cinq. Dans son "nouveau pacte social", l'UDF parlait, elle aussi, d'allègement de l'impôt sur le revenu et de baisse de la TVA.
Las ! Quelques jours avant les élections, Balladur commence à revenir en arrière et évoque discrètement une hausse possible de la fiscalité indirecte. Une fois nommé, il devient plus précis, évalue à trois cents milliards le déficit budgétaire et à cent ceux des comptes sociaux, laisse prévoir une hausse des impôts dans le collectif budgétaire. Quelle forme devait prendre cette hausse, s'appliquerait-elle à la TVA, aux taxes sur les carburants, à la CSG ? Pour l'instant, rien n'est tranché. En tout cas, il était clair qu'il y aurait hausse.
Mais, comme pour la réforme de la Banque de France, l'UDF s'est instituée en gardienne du programme et Giscard ne s'est pas privé, mardi, d'affirmer "qu'il n'était pas question de demander une majoration de la fiscalité" pour combler le déficit de l'Etat et des finances publiques. Qui croire ? Tout cela finit par faire désordre. Réponse, début mai. Contribuables de tout genre, vous devez attendre encore pour savoir ce que valent les promesses de la droite...

Banque de France

Avec la nouvelle baisse de plusieurs de ses taux directeurs, lundi, la Banque de France entérine la détente du loyer de l'argent, qui donnera un bol d'air aux entreprises et aux ménages ayant recours au crédit. Dans ce domaine, le gouvernement Balladur engrange des lauriers qu'il n'a pas semés. C'est toute la politique mise en œuvre avec opiniâtreté par la gauche qui est à l'origine de cette décrue et permet de faire revenir les taux français à leur niveau d'octobre 1991.
Cette nouvelle baisse est intervenue -mais est-ce un hasard ?- la veille du jour où le premier ministre décidait du futur statut de la Banque de France. La voulant autonome, il souhaitait ne pas trop tenir compte de la plate-forme UDF-RPR. C'était passer un peu vite sur la volonté de l'UDF qui tenait, elle, à l'indépendance. Querelle de mots ? Pas complètement, à en croire l'UDF qui, à titre préventif, avait déjà prévenu qu'elle maintiendrait le projet "Millon-Lamassoure", déposé devant l'Assemblée lors de la dernière session parlementaire. L'UDF a certainement mis tout son poids dans la balance car, en sortant de son entretien avec Balladur, Edmond Alphandéry, le ministre de l'Economie, prononçait à deux reprises le mot "indépendance" : à propos du "conseil de la politique monétaire (qui) assumera la politique monétaire" et des personnalités "indépendantes" qui composeront le conseil de la Banque de France. Entre autonomistes et indépendantistes, une belle bagarre est prévisible au Parlement, à l'intérieur même de la majorité.
Quelle que soit l'issue de cette division, les Français vont payer l'addition au prix fort. La gauche avait accepté le principe de l'indépendance de la Banque de France, qui constitue, quoi qu'on en pense, un abandon important de la souveraineté de notre pays, car il fallait en passer par là pour que l'Europe avance. Mais elle avait imposé à ses partenaires, en contrepartie, un renforcement de l'Europe sociale, parallèlement au traité de Maastricht et commençait à négocier une accélération de l'intégration économique qui aurait garanti une véritable politique de baisse des taux. Rappelons que la Banque de France, créée par Napoléon, a été mise sous le pouvoir du gouvernement par le Front populaire afin de casser les puissances financières, le fameux mur de l'argent des 200 familles. Or la droite, elle, ne cache pas son projet de voir revenir y siéger les représentants du système bancaire.
En outre, aux yeux d'Edouard Balladur, l'Europe sociale n'existe pas, il n'en a même pas prononcé le nom et ne se battra nullement pour la renforcer : ce n'est pas son problème. Pour lui, n'existe que l'Europe financière, monétaire même. L'Europe libérale va pouvoir se déchaîner. C'est elle qui permet à Hoover de claquer la porte en France et de s'en aller en Ecosse. Comme le Premier ministre ne songe nullement à se battre pour faire naître un droit européen et imposer des règles européennes contre les délocalisations à l'intérieur de la Communauté, les salariés français peuvent avoir des inquiétudes sur leur avenir. Sans engagement d'intégration européenne, l'indépendance de la Banque de France présente des dangers, elle pourrait aboutir à une délégation de pouvoirs à des fonctionnaires sans vrai contrôle politique. L'application du traité de Maastricht n'impliquait pas si vite une telle contrainte. Il faut d'abord aller plus loin vers l'Europe sociale, affirment les socialistes.

Lyne Cohen-Solal
Bernard Chaouat
Monique Grima









▲ *De haut en bas : Michel Rocard • entouré de Jean-Paul Huchon, Daniel Vaillant et Manuel Valls. Richard Guérin • (51). Bruno Le Roux • (93). Alain Claes (86). • ... Et la salle. •*



RENCONTRE DES PREMIERS FEDERAUX

Etats généraux : avancer, ensemble

Affluence des premiers fédéraux, au siège du Parti, le 17 avril. Objectif : préparer les Etats-Généraux. Ensemble.

Ils étaient venus. Ils étaient -presque- tous là. 84 fédérations (sur 103) avaient répondu présente, le 17 avril, rue de Solferino : une présence significative. Première rencontre entre les responsables départementaux du Parti et la nouvelle direction provisoire. L'importance du moment justifiait l'affluence qui constituait à elle seule "un signe de la résistance du cœur du Parti", estimait Michel Rocard, pour qui "la gravité de la situation donnait une gravité aux interventions."

Gravité et foisonnement, l'ordre du jour étant à la fois précis et illimité. Précis, car il s'agissait, pour la direction provisoire, de présenter ses propositions concernant le déroulement des Etats généraux. Illimité, car les premiers fédéraux étaient là, chargés du sentiment de la base, porteurs de ses multiples incertitudes, après la défaite électorale et le comité directeur du 4 avril. L'impression donnée par la réunion est celle d'une grande maturité : les premiers fédéraux n'étaient pas venus régler des comptes, mais avec un désir réel d'aller plus loin. Certains responsables ont, bien sûr, manifesté leur mauvaise humeur, mais l'attitude générale consiste plutôt à dire, comme Yvon Deschamps (Rhône) : "Ce qui s'est passé au Comité directeur relève d'une responsabilité collective. Je ne saurais pas à qui donner des bons ou mauvais points. Arrêtons le manichéisme." "C'est la vie politique et les choses continuent" assurait le représentant de la fédération de Seine-Maritime. Accueillis par Daniel Vaillant, briefés par Jean-Paul Huchon sur l'organisation et la procédure envisagée de cette étape novatrice pour le Parti, les premiers fédéraux se sont déclarés partants. Le comité directeur du 4 avril est derrière eux, les Etats généraux devant.

D'entrée, Michel Rocard avait proposé ce qu'il pensait devoir être l'obligation du parti dans les semaines à venir, celle "de prendre des risques et d'abord de tout entendre, de tout dire, de tout oser et, ainsi, de tout espérer." Tout oser, c'est avant tout, grand ouvrir. La forme de la participation des sympathisants aux Etats-généraux s'est révélée être l'abcès de fixation des interrogations des premiers fédéraux. Attitude de prudence : "L'ouverture aux sympathisants existe déjà. Ils sont présents dans les commissions internes, participent aux réunions de section. S'ils ont maintenant une carte et peuvent voter, quelle différence avec les militants ?" s'interrogeait Alain Fontanel (Lot). Ou d'enthousiasme : "Les sympathisants ont été nombreux sur le terrain à donner un coup de main pendant la campagne. Souvent, ils remontaient le moral des militants. Ce serait une erreur de se priver de ce vivier de richesse" constatait le représentant de la Loire-Atlantique. Mais, globalement, l'évidence s'imposait : s'ouvrir est vital.

L'heure n'est plus au rafistolage, il s'agit rien de moins que de réinventer. Les premiers fédéraux en avaient conscience. "Nous mesurons tous l'énormité et la difficulté de la reconstruction et en même temps son extrême nécessité", concluait en fin d'après-midi Michel Rocard qui précisait encore une fois : "La question du candidat aux présidentielles ne sera pas à l'ordre du jour avant un an. Le Parti est sans candidat. Accommodez vous-en... Il faut mener chaque bataille avec un morale de gagnant mais avec toujours dans la tête le souci de reconstruire un tissu civique."

Maryline Trassard

◆ PROPOSITIONS POUR LES ETATS GENERAUX ◆

La direction provisoire a présenté ses propositions sur la préparation et le déroulement des Etats généraux. Propositions infléchies par les remarques des premiers fédéraux et qui seront tranchées par le comité directeur du 24 avril.

- *Au lendemain du comité directeur sera envoyé à chaque adhérent un ordre du jour des Etats généraux et un document d'aide à la réflexion qui proposera d'orienter la discussion autour de quatre thèmes : bilan, projet, stratégie, militer aujourd'hui. Il ne sera ni exclusif, ni exhaustif et les sections pourront "pondre leur propre texte".*
- *Les Etats généraux auront lieu en deux phases. La première phase, ascendante, devra être un grand débat démocratique, largement ouvert aux sympathisants et, si possible, aux militants syndicaux et associatifs. Le calendrier pourrait en être le suivant : Etats généraux locaux du 1er mai au 12 juin. Etats generaux départementaux le 13 juin. Possibilité d'Etats généraux régionaux le 26 ou le 27 juin pour les fédérations le souhaitant. Etats généraux nationaux les 3 et 4 juillet dans une ville de province restant à déterminer. La seconde étape des Etats généraux sera une "phase de choix et de détermination" et devrait se conclure à la fin du mois d'octobre prochain selon les modalités d'un congrès ou d'un congrès constituant.*
- *Il reviendra au comité directeur de préciser la forme de la participation des sympathisants (possibilité de voter et de désigner des délégués) et leur rôle dans la deuxième phase. Ils pourraient, comme les militants, se voir attribuer des cartes des Etats généraux (mais différentes) sous condition d'une participation tarifaire (qui pourrait être de 50 F). Ils pourraient être groupés dans un collège spécifique, afin de différencier leur vote tout au long de la procédure.*
- *Le vote sur les textes, dès les Etats généraux locaux et la désignation des délégués, pourrait se faire par un scrutin majoritaire à bulletin secret.*
- *Un groupe de travail sera mis en place pour proposer des synthèses des textes remontant des sections et des fédérations. Sa composition sera définie par le comité directeur, mais il comportera probablement une part importante de premiers fédéraux.* ■

IL Y A 50 ANS, LE GHETTO DE VARSOVIE

le souvenir contre l'inadmissible

Le cinquantième anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie a été célébré dans le monde entier (1). En Pologne post-communiste particulièrement, alors que la relation entre juifs et Polonais y reste un sujet sensible. Avram Rosenkier évoque cette page héroïque et tragique de l'histoire de l'Europe.

Dans quelles circonstances a éclaté l'insurrection du ghetto ?
Avram Rosenkier (2). En novembre 1940, près de cinq cent mille juifs polonais étaient concentrés à l'intérieur du ghetto, qui devint une véritable souricière. Les nazis les avaient parqués derrière un mur de seize kilomètres de long, limité à l'ouest par un cimetière et au nord par une gare de triage sur la Umschlagplatz. De là seront déportés plus de 350.000 juifs vers Treblinka, Maidanek et Auschwitz. En septembre 1942, n'en restent que 60.000.

Comment s'est constituée la résistance dans le ghetto ?
L'insurrection commence lors de la Pâque juive, le 19 avril 1943. L'organisation juive de combat va alors mobiliser les jeunes pour résister, l'arme à la main. Elle rassemblait vingt-deux groupes, d'environ une quinzaine de combattants armés chacun, mais elle était dotée de faibles moyens : la résistance polonaise et l'extérieur non-juif l'a peu soutenue. La moitié de ces groupes adhérait à des mouvements de jeunesse sionistes socialistes comme l'Hachomer Hatzaïr, auquel appartenait le chef de l'organisation, Mordechaï Anielowicz. Le reste était constitué essentiellement par le Bund et les communistes. Ces jeunes juifs se sont organisés militairement. Ils ont commencé à rassembler des armes, des pistolets, des cocktails molotov avec l'aide des camarades qu'ils avaient fait passer de l'autre côté du mur.

Qui était Mordechaï Anielowicz ?
Il était né en 1919, à Varsovie. Ses parents étaient des petits épiciers pauvres. Il vivait dans un quartier miséreux où l'antisémitisme se manifestait : il a commencé par faire le coup-de-poing contre les groupes de Polonais fascistes. Très tôt, il a compris la nécessité de l'autodéfense juive. Excellent élève joignant à ses capacités intellectuelles des qualités sportives, il obtient une bourse qui lui permet d'aller dans une école secondaire juive. Là, il sera confronté aux courants philosophiques et politiques, à la littérature foisonnante et à la vie culturelle intense de cette communauté juive qui avait plusieurs siècles de présence en Pologne. A l'âge de seize ans, il a adhéré à l'Hachomer Hatzaïr, dont il aura été pendant huit ans l'un des animateurs importants. Il est entré clandestinement dans le ghetto pour organiser les jeunes, un peu à l'instar de ce qu'a fait le docteur Korczack quand il a refusé d'abandonner les orphelins qu'on déportait.
Les jeunes combattants savaient que, compte tenu du rapport de forces, ils n'avaient aucune chance, mais leur objectif était de redonner leur dignité aux juifs. Le fait est que c'est le premier mouvement de révolte contre les nazis dans un pays occupé. Dans le ghetto, Anielowicz va développer une série de réseaux d'entraide pour lutter contre la maladie, la promiscuité, la famine, le manque d'hygiène, le surpeuplement, toutes ces conditions inhumaines qui causeront davantage de morts que les exécutions.



Les Allemands ne s'attendaient pas à une telle résistance...
Les combattants du ghetto ont obligé les Allemands, avec leurs troupes, leurs tanks, leurs armes lourdes à reculer. Dans sa dernière lettre, le 23 avril 1943, Anielowicz écrit : "Ce que nous venons de vivre ne peut être raconté et dépasse nos rêves les plus osés. Les Allemands ont fui par deux fois du ghetto, une de nos compagnies a résisté plus de quarante minutes et une autre plus de six heures, une mine a explosé et plusieurs de nos compagnies ont attaqué les Allemands qui fuyaient..." Les Allemands décident alors de brûler bâtiments et maisons. Et ce n'est que le 8 mai, après plus de deux semaines de combat, qu'Anielowicz et un certain nombre d'autres dirigeants se donnèrent la mort, après que les nazis aient occupé les cinq issues de leur bunker. Il avait 24 ans.

Y a t-il eu d'autres révoltes juives contre les nazis ?
Oui, dans presque tous les camps de concentration. En dépit de l'hostilité de l'environnement et de conditions extrêmement difficiles, des groupes de combat organisés à Treblinka, à Sobibor ont mené des tentatives de révolte armée contre les nazis. Contrairement à une image répandue, les juifs n'ont pas été comme des moutons que l'on a menés à l'abattoir.

Propos recueillis par B.C.

(1) La Fondation Jean-Jaurès a organisé une soirée, le 22 avril 1993, à la maison de la Chimie.

(2) Délégué du MAPAM en Europe, Avram Rosenkier fut un militant de l'Hachomer Hatzaïr.

LA BOSNIE ENTRE-DECHIREE

la barbarie en Europe

Les résolutions du Conseil de sécurité sur la Bosnie-Herzégovine se succèdent à un rythme accéléré, sans que personne n'ait la moindre illusion sur leur efficacité.

Tous les observateurs de la scène de l'ex-Yougoslavie savent que les Serbes de Karadzic, soutenus par Belgrade, ne tiendront jamais compte des demandes et des mises en garde qui leur sont adressées, même par la communauté internationale. Sauf empêchement physique, ils continueront de mener à son terme leur projet de Grande Serbie, qui est à l'origine de la guerre.
Il est aussi maintenant devenu clair, avec le redoublement des combats qui les opposent aux troupes bosniaques, que les Croates extrémistes, appuyés par le gouvernement de Zagreb, et assurés eux aussi de l'impunité, sont en train d'annexer à la Croatie plus du quart de la Bosnie-Herzégovine, y compris des territoires majoritairement peuplés de musulmans.
La destruction de l'entité de Bosnie-Herzégovine et avec elle l'écrasement des Bosniaques, paraissent donc inéluctables. Après Srebrenica tomberont les dernières poches de Gorazdé et de Zepa, en Bosnie orientale, puis ce sera le tour de la région de Tuzla, dont la chute permettra la réalisation de la continuité des territoires serbes de Bosnie-Herzégovine. Le maintien de l'îlot de Sarajevo préservera peut-être la fiction de l'existence de quelque chose de musulman en Bosnie, sans que soit résolue la question de la survie de ces populations. En cette année de commémoration du cinquantenaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie, verra-t-on la création de nouveaux ghettos en Europe ?
Devant cette réalité, devant les images de barbarie multipliées sur tous les écrans du monde, devant l'évidence de l'horreur décrite par le menu dans d'innombrables rapports, devant les témoignages d'écœurement et de révolte des fonctionnaires et soldats de l'ONU, le désarroi et l'impuissance des dirigeants de ce monde sont patents. Politiques, diplomates et militaires multiplient les déclarations contradictoires qui rendent illisibles les intentions et l'action de la communauté internationale. Le prochain référendum russe bloque toute demande de vote au



Fondation Jean-Jaurès

Conseil de sécurité car Eltsine, qui lutte à l'intérieur contre ses conservateurs, ne peut voter à l'ONU contre les Serbes, qui restent leurs alliés historiques. La diplomatie a des contraintes que la guerre ignore superbement.
Comme pendant l'été 1992, l'appel à l'intervention militaire pour briser la machine de guerre des expansionnistes serbes, devient de plus en plus fort. Il est, cette fois, clairement exprimé par Lord Owen et le président Clinton qui exclut toutefois une opération terrestre des troupes américaines. Les Etats-Unis hésitent entre des bombardements aériens d'objectifs très ciblés et l'abandon de toute l'affaire aux mains des Européens, sommés de régler eux-mêmes leurs propres affaires. Ils proposent aussi la levée de l'embargo sur les armes en faveur des Bosniaques, pour qu'ils puissent se défendre. Mais tout moyen impliquant le recours à la force contre les Serbes rencontre toujours l'opposition de la France et de la Grande-Bretagne, au nom de la sécurité de leurs casques bleus ainsi reconnus comme les otages des Serbes.
Les Nations Unies se trouvent ainsi mises par les faits en situation de protéger les agresseurs. Ce renversement de fonctions s'illustre également par le rôle d'instrument de la reddition des Bosniaques que joue la FORPRONU à Srebrenica, alors que le Haut comité aux réfugiés est contraint de collaborer au nettoyage ethnique de la région, en participant au transport des populations martyres vers des lieux moins exposés. Le paradoxe de la situation est tel que, non seulement la communauté internationale s'incline devant la folie et l'impudence des dirigeants serbes, mais que, de plus, elle facilite leur sinistre besogne. Tout cela annonce de sombres lendemains.

Maurice Lazar

◆ COMMUNIQUE ◆

Le Parti socialiste prend acte de la mise en place du dispositif militaire qui doit enfin permettre de matérialiser l'interdiction de survol de la Bosnie-Herzégovine. Il se félicite de la participation de la France à ce dispositif.
Pour autant, cette décision ne suffit pas à décharger la communauté internationale de ses responsabilités. Contrôler l'espace aérien et laisser se poursuivre la purification ethnique au sol serait l'aveu soit d'une hypocrisie soit d'une lâcheté que l'histoire ne pardonnerait pas.
Une réunion rapide des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays participant à la mise en œuvre des résolutions de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie doit être organisée au plus vite pour lancer à Belgrade un ultimatum : ou bien un cessez-le-feu est immédiatement respecté, accompagné d'un accès inconditionnel à toutes les enclaves musulmanes aujourd'hui assiégées, ou bien l'hypothèse d'un embargo total et d'un usage de la force, selon le chapitre VII de la charte des Nations Unies, devraient être envisagés.

Direction nationale élargie du PS, 15 avril 1993.

L'ITALIE A DIT OUI AUX REFERENDUMS

les citoyens ont repris le pouvoir

"Le premier pas vers la reconstruction du pays".
La formule est de Mario Segni.
C'est ainsi que le grand vainqueur des référendums de dimanche et lundi derniers caractérise le vote des Italiens.

Cinquante-trois ans, fils de l'ancien président de la République Antonio Segni (1962-1964), ce député sarde est l'inspirateur du mouvement pour le changement du système électoral. Il vient de quitter le parti dans lequel il a milité jusqu'ici, la démocratie-chrétienne et ne jure plus que par son propre mouvement, les "Popolari per la Riforma". C'était, il y a deux ans un parfait inconnu pour le grand public. En juin 1991, il obtint un premier gain de cause en lançant un référendum pour la simplification du mode électoral pour la Chambre des députés qui remporta déjà un énorme succès.
Aujourd'hui, avec l'écrasante majorité des électeurs qui se prononce sans équivoque en faveur de l'introduction du scrutin majoritaire pour l'élection de trois quarts des membres du Sénat, c'est la consécration. "Les Italiens ont, par leur vote, poussé au changement que d'autres peuples ont obtenu par la révolution" a ajouté Mario Segni, enfin rayonnant. Serait-ce la "révolution de velours" italienne ? En tout cas les électeurs ont, avec une extraordinaire participation pour un référendum -77%-, répondu "oui" à toutes les questions qu'on leur posait.
De l'introduction du système majoritaire, à la suppression de la détention pour les toxicomanes, jusqu'à l'abolition du droit de regard pour le gouvernement sur les nominations dans les caisses d'épargne. C'est dire le besoin de changement.
A la première occasion, voici le vote sanction pour un système qui semblait jusque-là immuable. Aujourd'hui, on peut dire qu'un grand pas est fait dans la transition vers une nouvelle Italie. Une transition amorcée avec le premier référendum pour la simplification du système électoral d'il y a deux ans : ce jour-là, le 9 juin 1991, 27 millions d'électeurs avaient répondu au rendez-vous des urnes alors que la plupart des dirigeants des partis traditionnels les invitaient à "aller à la plage". Deuxième étape, les législatives du 5 avril 1992, qui donnaient un coup de semonce aux partis en place. La majorité gouvernementale perdait en voix et en sièges. Elle n'avait déjà plus la confiance du pays. Coup de grâce, les enquêtes "mani pulite" contre la corruption qui montraient jusqu'à quel point "le roi est nu".
Le vote des 18 et 19 avril sera donc retenu comme le point de non-retour. Rien ne pourra plus être comme avant. Le premier à en avoir pleine conscience a été le président socialiste du conseil, Giuliano Amato lui-même, qui a souligné l'exigence de mettre fin à son propre gouvernement ("il a accompli sa mission") en trouvant au Parlement une plus large majorité. Il s'agit en effet de traduire en réformes -à commencer par l'extension du scrutin majoritaire pour l'élection des députés- le choix de l'électorat. Le débat est lancé. Le système électoral pourra être à un tour, à l'anglaise, à deux tours, à la française,

EN ASIE

la Corée du Sud à la pointe de la démocratisation

Le nouveau président sud-coréen, Kim Young-Sam, mène à marches forcées une entreprise de réformes et de démocratisation qui en a surpris plus d'un, à commencer dans son propre parti.



▲ *Kim Young-Sam mène une politique populaire et courageuse.*



mais une chose est sûre, l'Italie a tourné le dos au système proportionnel pur, appliqué depuis cinquante ans et considéré comme à l'origine de la compromission et, finalement, de la corruption. C'est une page tournée pour le pays et la première République.
Le système proportionnel et l'émiettement des forces politiques -actuellement quatorze partis siègent au Parlement- laissera la place à la nécessité de se regrouper. Trois ou quatre grandes forces devront conduire le changement. Achille Occhetto, secrétaire du PDS (ex-communiste) souligne "qu'aujourd'hui s'ouvre la phase des majorités claires, stables, avec de réelles possibilités d'alternative". Le pouvoir de choisir exproprié jusqu'ici par les partis revient enfin, constatent nombre de commentateurs, aux citoyens. Il s'agit pour l'instant de constituer un gouvernement le moins lié possible aux partis. Ce sera le point de départ. "Les Italiens ont gagné. Finie la Première république, c'est la deuxième qui s'annonce" commente Girgio Benvenuto, secrétaire du PSI. Mais attention, ajoute-t-il, "personne ne doit s'approprier cette victoire. Ce sont les citoyens qui viennent de se réapproprier la politique."

Salvatore Aloise

Kim Young-Sam n'est pas un président comme les autres. Opposant de toujours à la dictature, pendant laquelle il a connu de nombreuses années de résidence surveillée, il avait fondé son propre parti, au commencement de la démocratisation du pays. Puis, il s'était rallié au Parti conservateur au pouvoir, à la surprise des opposants et des couches moyennes favorables à la modernisation. On a parfois pu le soupçonner d'avoir oublié ses idéaux d'origine pour "aller à la soupe". Mais maintenant qu'il est parvenu au faîte de sa carrière en devenant président de la République, il est en train de montrer qu'il avait toujours gardé intacte au fond de lui-même son ardeur réformatrice.
En effet, il a clairement fait savoir que les militaires allaient s'occuper désormais... des armées, et laisser la politique aux civils. Pour enfoncer le clou, il a changé à la fois le chef d'état-major des armées et le chef des services secrets. Ensuite, il s'en est pris à la corruption de la classe politique. Pour le mettre en difficulté, l'aile dure de son propre parti a organisé des fuites mettant en cause des personnalités du nouveau gouvernement. Mal leur en a pris, car le président a aussitôt exigé la démission des hommes mis en cause, envoyant un clair signal à tous que sa détermination ne faiblirait pas.
Sa volonté de faire en sorte que la vie politique sud-coréenne se réforme vraiment et que les dépenses électorales soient réellement contrôlées tranche agréablement avec les tergiversations des autorités japonaises qui, au-delà des vœux pieux, se gardent bien d'opérer de véritables changements.
Mais le nouveau président veut aller encore au-delà et réformer le fonctionnement de l'économie de son pays, jusque-là entièrement dominée par quelques gros conglomérats, (les chaebols). Kim Young-Sam souhaite démocratiser l'économie en favorisant la transparence et, donc, les petites et moyennes entreprises. Il serait même prêt à mettre fin à la pratique des comptes en banque établis sous un faux nom, jusqu'ici légale, et qui ouvrait aux riches toutes les possibilités d'enrichissement illicite imaginables.
Pour le moment, cette politique est très populaire, cela va de soi, ce qui n'enlève évidemment rien au courage de celui qui l'a rendue possible. Espérons que la gesticulation dérisoire de la Corée du Nord, qui tente désespérément de sortir de l'impasse politique et économique dans laquelle elle s'est placée en essayant de faire peur grâce à un chantage éhonté à la menace nucléaire, digne des pires moments de la guerre froide, ne conduira pas Séoul à un escamotage des réformes.
La Corée du Sud, désormais riche non seulement d'une économie dynamique mais aussi d'une société civile en plein développement, n'a aucune raison sérieuse de se laisser impressionner outre mesure. On comprend que le président François Mitterrand soit désireux de se rendre très prochainement dans ce pays d'Asie qui a tant changé au cours des dernières années.

Axel Queval

PROCHE-ORIENT

TERRE CONTRE PAIX

"Négocier la terre contre la paix" : la formule utilisée par Itzhak Rabin fera date. Elle a été perçue comme la volonté affirmée de relancer des négociations de paix israélo-arabes et un geste pour favoriser leur succès.

C'est au terme d'entretiens qu'il a eus à Ismaïlia avec le président égyptien Hosni Moubarak que le premier ministre israélien a déclaré qu'Israël ayant déjà accepté la résolution 242 du conseil de sécurité des Nations unies comme base de négociation avec la Syrie, il était "naturel" que cette résolution soit aussi appliquée en vue d'un statut palestinien permanent.
Cette déclaration d'Itzhak Rabin marque une avancée significative de la position de Tel-Aviv par rapport au contenu de la résolution 242 (et de la résolution 338 qui la réitère). Jusqu'ici, le gouvernement israélien n'en avait approuvé la teneur qu'implicitement, puisqu'elle était contenue expressément dans les termes de l'invitation à la conférence de la paix, ouverte à Madrid en octobre 1991. Mais c'est la première fois qu'Israël, par la bouche de son premier ministre, accepte, d'une manière explicite, la résolution 242 comme base de négociation.
Cette négociation est actuellement interrompue depuis quatre mois après l'affaire des 396 expulsés palestiniens bloqués dans un camp de toile au sud du Liban. Les pourparlers actuels visent à établir un statut intérimaire de cinq ans pour les territoires occupés. Selon les termes du processus de paix agréés par toutes les parties, un statut permanent doit ensuite être négocié à partir de la fin de la troisième année d'application du statut intérimaire.
Dans sa déclaration d'Ismaïlia, Itzhak Rabin a souligné qu'il était néanmoins exclu, pour Israël, de revenir aux frontières d'avant la Guerre des six-jours (juin 1967), c'est-à-dire d'évacuer complètement la Cisjordanie et la bande de Gaza. En revanche, il a accepté qu'un représentant de Jéusalem-Est, Fayçal Husseini, qui coordonne le travail de la délégation palestinienne, soit désormais autorisé à s'asseoir à la table des négociations. Itzhak Shamir, son prédécesseur, s'y était toujours refusé, estimant non négociable la question de Jérusalem.
Pour autant, les négociations de paix n'ont pas repris. Leur neuvième session, qui devait s'ouvrir mardi 20 avril, a été ajournée à la demande des Palestiniens, appuyés par les trois pays arabes participants : Jordanie, Liban et Syrie. Les Palestiniens demandent qu'auparavant Israël mette fin au blocus des territoires occupés et à l'isolement de Jérusalem-Est, coupé des autres territoires occupés depuis fin mars. Ils mettent également comme condition préalable qu'Israël se plie à la résolution 799 du conseil de sécurité des Nations unies stipulant le retour immédiat des 396 expulsés. Si ces conditions se trouvaient remplies, les trois pays arabes proposent que les négociations reprennent le 27 avril. En attendant, les morts s'ajoutent chaque jour aux morts, côté palestinien comme côté israélien.

J.G.

Suite courrier...

AMBITION

Il faut absolument s'inscrire dans la durée. Bâtir du solide et non un léger préfabriqué, fragile, qui tiendra tout juste jusqu'à l'élection présidentielle.
Changer de nom ne servirait à rien sinon à dérouter un peu plus notre électorat. Nous ne pouvons agir comme des spécialistes en marketing qui changent l'emballage d'un produit considéré comme bon mais qui n'attire pas le client. Chez nous, c'est l'inverse, l'emballage est toujours porteur mais le contenu a beaucoup perdu de ses qualités initiales, de la saveur de 1981.
Il faut élaborer un projet réaliste, délibérément tourné vers le progrès de l'ensemble de la population, prenant en compte les véritables problèmes de notre électorat naturel : chômage, insécurité des banlieues, partage équitable des revenus entre le travail et le capital, développement de la solidarité envers les plus défavorisés, défense de l'environnement, égalité des chances, accès à l'instruction et à la culture pour tous.
Nous devons veiller à ce que la société ne se transforme pas en machine à fabriquer des exclus. C'est sous les gouvernements de gauche que l'on a connu l'apogée du culte des gagneurs, de ceux qui sont prêts à tout pour l'emporter, surtout à écraser les plus faibles et ceux que la conscience retient d'agir contre la morale. Que faut-il faire des autres ? Par définition, tout le monde ne peut être le meilleur, le premier. Chacun doit trouver sa place dans la société.
La situation est grave mais non désespérée ! Si chacun fait taire son ambition personnelle pour lui substituer une grande ambition collective s'appuyant sur nos valeurs de progrès et de solidarité, si nous savons garder le bon cap, l'espoir gonflera à nouveau les voiles de notre navire.

VICTOR PECASTAING
Saint-Martin-de-Seignanx (40).

DU PEUPLE

Nos prébendiers, à la finesse d'esprit surprenante, nous ont abreuvés de gloses abstruses dans l'inutilité la plus réjouissante. Ils n'ont eu cesse de répéter que le PS s'était détaché du peuple, et par là-même, de la gauche. En effet, les gouvernants ont abandonné leurs promesses et leur fougue, s'alignant sur les poncifs mous et bien-pensants, par crainte des revers électoraux. Voilà le grand ennemi des gouvernants intègres : les revers électoraux.
Ce qui nous amène à la réflexion suivante : la gauche est plus une démarche culturelle qu'un phénomène gouvernemental. Pour abrupte qu'elle soit, cette proposition n'en est pas moins pertinente.
Les gens de gauche doivent retourner dans le peuple, s'y disperser, s'y répandre, renouer des réseaux, se rapprocher les uns des autres, se connaître, et ce, en dehors et malgré des appareils ankylosés et inefficaces, de façon complètement informelle, afin de créer une saine ébullition, une propagation d'idées nouvelles et audacieuses. Le peuple de gauche doit se retrouver dans la subversion, l'irrespect, l'imagination sans peur et sans limite imposée par des structures soucieuses de faire bonne figure, ridicules pastiches de partis de notables à l'intellectualisme pédant et abscons, certes indispensables, mais incapables d'attirer et d'enthousiasmer plus qu'une élite auto-satisfaite.
Un bouillonnement culturel, un fourmillement de revues, d'associations, de manifestations, de musiques, d'affiches, de pamphlets, de caricatures permettront d'ouvrir les yeux des citoyens, de faire aboutir des revendications inconcevables pour les politiciens timorés. Il est de toute première nécessité de recréer l'impertinente ambiance des années 70 et de leur combat contre la censure des donneurs de leçons et des pères-la-pudeur. La pression populaire est l'essence même de la gauche.
Au cours de manifestations, concerts, festivals, et autres événements, il nous a été donné de rencontrer la culture populaire et le peuple de gauche. Il est là. Il nous attend, novateur et provocant. Allons vers lui, renouons avec lui, et retrouvons la démarche de gauche.

NICOLAS ROBAUX
Nancy (54).

L'HOMME

Un Parti socialiste renouvelé devrait avoir pour visée première l'homme, son développement, son édification (au sens de bâtir, construire, surtout en ce qui concerne les classes défavorisées) même si cela oblige à un renversement des orientations actuelles de l'économie.
Je crois aussi que ce parti devrait rompre avec les attaches matérialistes et collectivistes que lui a imposé le marxisme...
Matérialisme historique, socialisme scientifique, cela conduit au totalitarisme.
Pourquoi un nouveau sigle, n'insisterait-il pas davantage sur l'aspect humain, humanitaire ou humaniste que devrait présenter le socialisme ?

BERNARD VIGOUREUX
Cormontreuil (51).

URGENCES

Deux questions urgentes se posent.
1 - Chômage. Partager le travail me semble une des répones à creuser. Ce qui paraissait une utopie il y a quelque temps, est devenu réalisable et des entreprises ont conclu des accords avec leurs organisations syndicales.
Un sondage au sortir des urnes a, paraît-il, montré que plus de la moitié des Français sont acquis à cette idée. Les partis au pouvoir, la CGC ne veulent en entendre parler. Les écolos y sont favorables, tant mieux. Pourquoi ne pas prendre contact avec les partis et organisations syndicales progressistes de la CE ?
2 - Candidature à la présidentielle. Après cette vaste réflexion sur le chômage, les candidats Michel Rocard, Jacques Delors ou autres devront se positionner et les militants trancheront ; et ce, si possible avant la fin de l'année.
A partir du moment où le candidat sera désigné, tous unis, nous le soutiendrons.

FRANCIS FABRE
Bron (69).

REGENERER

Aujourd'hui, le PS prépare des Etats généraux qui devraient régénérer le PS. Ils seront réussis à plusieurs conditions :
• Que l'on analyse les vraies raisons de notre défaite. Pour moi, il est clair que nos électeurs nous ont abandonnés parce que les gouvernements n'ont pas mené une politique conforme à nos valeurs, à nos engagements.
• Que les problèmes d'hommes ne prennent pas toute la place. Si les militants condamnent la politique suivie, les hommes qui l'ont menée ne peuvent plus prétendre nous diriger comme si rien ne s'était passé. Il faut un contrôle étroit de la base. On ne doit plus voir des ricanements ou du mépris (arrogance !) envers ceux qui tirent la sonnette d'alarme, comme cela a été le cas jusqu'au 28 mars.
• Que l'organisation du Parti soit modifiée, que les courants de pensée fassent la preuve qu'ils ont des idées. Que les clivages soient réels et non artificiels. Que l'on ne puisse plus voir des déchirements entre des "courants" que ne sépare que l'épaisseur d'une feuille de cigarette, comme on l'a vu à Rennes, et qui camouflent des luttes d'ambition personnelle.
• Que les institutions soient remises en cause, les excès du présidentialisme amenant une coupure entre les souhaits de la base et la pratique des dirigeants.
En ce qui concerne Rocard, son avenir de présidentiable désigné par les socialistes nécessite qu'il abandonne son idée de regrouper au centre (il semble avoir pris conscience de l'inutilité de cette démarche aujourd'hui), et qu'il ne se contente pas de vouloir gérer le capitalisme en corrigeant les tares, mais qu'il revienne à l'idée de le mettre en cause, même si c'est à long terme.
Un dernier mot pour dire ma tristesse de voir que certains nous quittent aujourd'hui, alors que les idées qu'ils défendent n'ont jamais eu autant de chance d'être entendues. Je veux parler des camarades de Socialisme et République. Malheureusement leur décision était prévisible depuis longtemps. Pensent-ils reconstruire la gauche en commençant par la diviser ?
Comme je suis d'un naturel optimiste, j'attends de voir les résultats de ces Etats généraux avant d'en tirer des conclusions, le sang froid en politique étant une des principales qualités nécessaires.

MARCEL HOUGRON
Carquefou (44).

BRAVO !

Bravo ! Mille bravos ! Je lis et relis le courrier d'un militant, Bruno Antonini de Graulhet, dans "Vendredi" n° 182 du 2 avril dernier.
Il devrait être étudié sérieusement par nos "éléphants" du PS qui n'ont pas su gérer les victoires de 81 et de 88, et, à travers les luttes de courant, ont plutôt visé la prochaine présidentielle. J'espère que "Vendredi" est lu dans toutes les sections et que cet article va être à la base de tous les débats ; j'irai jusqu'à écrire qu'il devrait être dans toutes les boîtes à lettres.
Nous sommes trop riches d'énarques et de "grands capables" qui ont voulu montrer à tous les Français qu'ils sont de bons gestionnaires.
Il faut que les militants mettent toutes leurs idées sur la table en oubliant leurs rancœurs, mais surtout,

il faut qu'ils aillent beaucoup plus vers les sympathisants et les vrais démocrates qui sont très proches de nos idées.
Il faut aussi dynamiser le militantisme des femmes (j'ai observé depuis des années le RPR en ce domaine et nous voyons le résultat) et leur donner une place plus importante dans les instances dirigeantes.

PIERRE GILBERT
Saint-Médard-en-Jalles (33).

VALEURS

Merci enfin de nous rendre la parole. Depuis le congrès de Rennes nous avions perdu l'espoir, notre citoyenneté allait en se dégradant.
Nous aurons à nouveau, pour nous exprimer, le bulletin de vote des prochaines échéances, locales et nationales. A cause de celles-ci, tous ensemble, citoyens et élus de gauche, nous devons élaborer ce programme crédible de société, capable de donner l'espoir de vivre. Le travail, c'est moins de 40% de la durée de vie, mais malheureusement il demeure le pivot autour duquel s'élabore une qualité de vie ou celui ou elle se dégrade.
Heureusement, il nous reste les valeurs qui sont transcrites ou traduites dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans la Convention internationale des droits de l'enfant. Ces valeurs devraient rassembler tous les hommes de bonne volonté désirant les voir appliquées. Ces textes doivent devenir le "catéchisme" de la naissance à la fin de vie. Là, nous avons tout ce qui peut redonner l'espoir. Faisons-les connaître à tous, jeunes et moins jeunes, mobilisons-nous pour les faire appliquer.
Notre démocratie de délégation, de mandats trop souvent renouvelés et cumulés, a réinstitué le féodalisme. Repensons la décentralisation. Donnons, par le suffrage universel, la parole aux minorités, aux exclus. C'est dans ce sens que doivent aller nos propositions.

SYLVAIN VEYRAC
Rodez (12).

NOS ENFANTS

A gauche, on n'a pas le droit d'être faillible. On représente un idéal. Si l'idéal s'écroule, cela n'est pas pardonné aux hommes. L'ennui, c'est qu'un idéal, par définition, est inatteignable et que des hommes d'idéal, confrontés à la réalité, ne peuvent être que contradictoires, faillibles, malmenés.
Mais si les hommes de gauche ne sont pas fanés aux élections, et parce que les hommes en général rétablissent un tant soit peu d'idéal pour vivre, leurs idées sont fanées. Elles ne peuvent plus être niées par la droite. Elle se les est arrogées. A nous d'être vigilants pour que ce ne soit pas un faux semblant : solidarité face au chômage, traitement social de la misère, formation des jeunes, immigration, droits de l'homme, etc...
Croyez-vous que le RPR aurait admis quelqu'un d'aussi consensuel que M. Balladur s'il n'avait pas senti que la population est à cran, à vif et qu'il ne faudrait pas la bousculer beaucoup d'un coté ou de l'autre pour qu'elle déborde ?
Croyez-vous que M. Pasqua, lui-même, aurait réagi aussi promptement (ne serait-ce encore qu'en 86) face aux bavures policières -qui signent tout de même un climat d'arrogance policière- s'il n'avait pas senti qu'on ne fait pas n'importe quoi impunément en matière de droits de l'homme, au pays de France ?
Je me demandais ce qu'était (puisqu'on dit qu'il n'y en a plus) la différence entre les gens de gauche et les gens de droite. Comment en était-on arrivé à l'arasement des différences ?
Je me disais que les gens de gauche avaient des rêves de droite (ou de ce qu'ils projettent à droite). Quitter leur HLM. Avoir petite maison et jardin, un peu moins de difficulté à joindre les deux bouts. Vacances, crémant en guise de champagne et œufs de lump au lieu de caviar. Le marché de la consommation a très bien compris cela.
Je me disais que peut être (et même assurément) une différence restait au niveau du rêve. A quoi, de quoi rêvent les gens de droite ? Surtout à ne rien perdre de ce qu'ils ont et autant que possible faire payer aux autres et par les autres ce qu'ils ont envie d'obtenir.
La Bourse les a bien servis !
Notre avenir n'est pas de ramasser les morceaux d'un socialisme déchu. Notre avenir est de le resituer dans l'histoire comme élan d'humanité et d'harmonisation pour pouvoir à nouveau le projeter dans le futur.
C'est peut-être cela que nous avons oublié. Retrouvons-le... pour le transmettre à nos enfants...
Notre pays est en train de nier sa jeunesse, de l'enfance au jeune adulte. Il ne la regarde qu'à travers la lorgnette de ses élites aux dents longues, de ses handicapés, et de ses délinquants. Mais essayez donc d'obtenir une paire de luntettes à un enfant normal, issu d'une famille normale et vous verrez ce qu'il en coûte. Et c'est la même chose pour toutes les prestations, matérielles, culturelles, éducatives etc... Quant à l'estime qu'on a pour eux, insolents, paresseux, profiteurs, mauvais enfants, quoi ! Nos vieux et nous étions tellement mieux quand nous étions jeunes ! Un pays qui parle ainsi se saborde. Le clivage des générations n'apporte rien de bon, et c'est aux aînés aussi de faire des efforts, pas seulement aux jeunes.
Il leur est déjà tellement demandé.

MARIE-CLAUDE CITEAU
Luxeuil (70).

PETITES ANNONCES ☎ 45.56.78.57

18501

Beauvais

Walter Amsallem

Maire de Beauvais (Oise) 56.000 habitants

Recherche

SON DIRECTEUR DE CABINET

Expérience exigée dans un poste similaire.
Rémunération selon références.

Adressez votre dossier de candidature
(lettre manuscrite, CV et photo) à : Monsieur Walter Amsallem
Mairie - BP 330 - 60021 Beauvais Cedex

- MONTLUÇON -

Allier
50 000 Habitants
recrute d'urgence

LE(LA) DIRECTEUR(TRICE) DE SA MEDIATHEQUE

Il(elle) sera chargé(e) de la Direction et de la Gestion de la Médiathèque (équipement neuf, situé au sein de l'Espace Boris Vian, ensemble polyvalent, culturel, sportif, et associatif).

MISSIONS
Gestion de l'équipement
- Du Personnel (21 agents).
- Mise en place et suivi du Budget d'Activités.
- Suivi de l'évolution de l'informatisaton.
- Organisation des collections.

Organisation d'actions de développement de la lecture en concertation avec les acteurs de la vie culturelle Municipale, Associative et Privée.

PROFIL
- Cadre d'emploi de Conservateur ou Bibliothécaire susceptible de le devenir.
- Motivation pour la gestion, l'organisation et l'informatique.
- Expérience exigée.

Adresser candidature + CV détaillé à :

Monsieur le Maire - B.P. 3249 - 03106 MONTLUÇON CEDEX

AGP Conseil

- MONTLUÇON -

Allier
50 000 Habitants
recrute
dans le cadre
de la saison
estivale 1993

MAITRES NAGEURS SAUVETEURS
POUR SA PISCINE OLYMPIQUE

Vous êtes titulaire du diplôme M.N.S. ou B.E.E.S.A.N. et vous souhaitez intégrer une équipe dynamique :

Adresser candidature + CV détaillé à :
Monsieur le Maire - B.P. 3249
03106 MONTLUÇON CEDEX
avant le 21 mai 1993.

Postes à pourvoir du 19 juin au 8 septembre 1993.

Possibilités d'hébergement.

RENSEIGNEMENTS : M. CAILLOT
Tél. 70 05 00 16 - Poste 1733

AGP Conseil

▶ EMPLOI

18504 - *Technicien électricité* (adh PS) cherche emploi (électricité, régulation, chauffage). Région indifférente. ☎ 61.92.49.81

18505 - *Attaché parlementaire* pdt 7 ans, élu local, form. cadre socio-cult. + cycle perf. E.N.A., ch. poste ds coll. loc. ou territ., org. développement local... Economie, communication, rel. pub., cabinet - préf. dépt. 22, 35, 44, Paris. ☎ 96.70.34.49

LOCATION

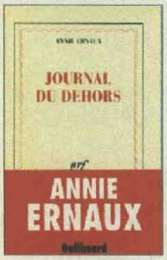
18506 - *PARC DU MORVAN* - A prox. d'Autun, au pied du Mont-Beuvray, gîte à la campagne, 2 à 5 pers., attenant à maison ppale, accès et terrain indép. - rivière à 100m. (pêche), ballades à pied et à vélo (dispo. sur place), village et cces à 4 km. 800 F / semaine. ☎ 85.54.14.92

18507 - *CAP D'AGDE* - Ds village naturiste, studio terrasse 4 pers., face mer et tennis (Heliopolis), libre mai, juin, sept., 1200 F / sem. ☎ 20.07.36.78

post-scriptum



ANNIE ERNAUX
"Journal du dehors"



Annie Ernaux est de ces écrivains avec lesquels chaque retrouvaille est une joie. Ce nouveau livre -se demande le lecteur- va-t-il me faire créer lui aussi la même connivence, pudique et indiscrète à la fois ? Vaine crainte : la petite musique se fait entendre dès l'abord.
Ce "Journal du dehors" est comme composé de feuillets, arrachés à la vavite d'un éphéméride de la vie quotidienne, d'instantanés anodins transcrits par une jeune femme sans profil particulier, mais curieuse des autres ou, mieux, très attentive aux autres. Cherche-t-elle à rendre la quotidienneté ? A lui donner son sens ? Ou plutôt, traversée par les gens, porteuse de la vie des autres, à retrouver toujours et partout les signes de la littérature dans la réalité ?
Gallimard, 114 p., 70 F.

BRUNO MASURE
"Leurre de vérité"



L'humour est salubre. Il l'est, même et surtout lorsqu'il faut l'exercer à ses propres dépens. Dans ce livre à clefs, "Tonton" et "Rocky" sont respectivement un chartreux capricieux et un teckel caramel qui appartiennent au premier ministre des années 1995 et 1996. Toute une galerie de personnages de la nomenklatura politique française défilent et l'on croit les reconnaître. Mais on peut faire confiance au facétieux présentateur du 20 heures de France 2 pour brouiller les pistes et dérouter le lecteur.
Voilà pour la distribution. Voici pour l'argument : tous ces hommes politiques sont saisis par une irrépressible frénésie de vérité. Ce qui n'est pas obligatoirement compatible avec le bon exercice du pouvoir. Dégâts.
Plon, 268 p., 89 F.

Chronique de l'année 1992



Séville, Clinton, le droit d'ingérence, Maastricht, l'affaire du sang contaminé, Edith Cresson et Pierre Bérégovoy, Albertville et Barcelone : quelle année !
Selon la formule à présent bien connue, ce volume grand format constitue l'agenda récapitulatif de tout ce qui s'est passé pendant les 366 jours de l'année écoulée, rapporté au jour le jour. Des centaines d'illustrations.
Larousse, 120 p., 89 F.

YVES GUERMOND
"La Haute-Normandie sur deux horizons"



Bel atlas régional, à l'image de celui publié dans cette même collection "Dynamiques du territoire", sur le Nord-Pas-de-Calais, il y a quatre ans.
La Haute-Normandie est un champ d'étude particulièrement intéressant : région dense, riche, équilibrée, jeune. Mais son développement doit s'organiser en fonction de deux horizons : le parisien -l'Ile-de-France voisine craque dans ses coutures- et l'européen, avec la fonction estuaire de la Haute-Normandie. Plus de 80 cartes et figures illustrent cette étude prospective qui propose quatre scénarios d'organisation et de développement.
Documentation française, 208 p., 160 F.

STEPHANE AUDOIN-ROUZEAU
"La Guerre des enfants 1914-1918"



Pertinente étude sur un domaine pratiquement inexploré. En historien familier des grands conflits de l'époque récente, Stéphane Audoin-Rouzeau souligne combien, de la guerre de 1870 à celle de 1914, on est passé d'un affrontement encore régi par un certain code à une violence inédite, à une guerre totale. En débordant, entre autres, sur des terres nouvelles : celles de l'enfance.
L'enfant enjeu, l'enfant levier : une culture de guerre pour les enfants apparaît à laquelle concourent l'école, l'Eglise, l'édition, les loisirs. Mécanismes culturels, mécanismes de propagande imaginés dans les années 1914 à 1918 et restés en place depuis.
Armand Colin, 194 p., 120 F.



J.-S. BACH
"Concertos pour orgue"



Les cinq concertos pour orgue de Bach, qui datent de 1713-1714 -l'époque de Weimar- présentent un intérêt particulier pour les mélomanes. Ils sont, en fait, des transcriptions pour l'orgue de concertos pour cordes de maîtres italiens (Vivaldi) ou italianisants et où Bach, qui n'a pas 30 ans, s'affirme. Fidèle aux œuvres originales, il les amplifie, les enrichit et devient lui-même.
Belle interprétation dynamique de François-Henri Houbart aux orgues de Saint-Louis-de-Vichy.
Forlane, 16669, 52' 56", env. 125 F.

GORECKI
"Symphonie n 3"



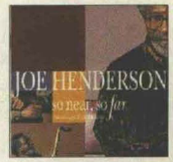
On s'étonnera que cette symphonie, créée à Royan en 1977, avec un tel succès auprès du public, n'apparaisse pas plus souvent aux programmes des concerts. Musique minimaliste, décrèteront les esthètes. Pour les autres, cette lente lamentation hallucinée écrite sur des thèmes populaires polonais sera ressentie comme un chant rituel, l'expression première de toutes les interrogations.
Cette infinie mélodie écrite sur une polyphonie en forme de canon est magnifiquement servie par l'interprétation du London Sinfonietta, dirigé par David Zinman, et la voix très émouvante de Dawn Upshaw. Belle découverte.
Nonesuch, 79282, 53' 04", env. 125 F.

CLAUDE FRANÇOIS
"Album blanc"



Remember ! That was the pompidolian time. Everybody was habillé like Vanessa Paradis and drived the Twingo of the moment called 4 CV. Claude François, a kind of Etienne Daho of the sixties, parlait to us of two copines à himself : "Alexandrie et Alexandra", des Egyptiennes, I crois...
But his tête was plutôt du côté d'Abbey Road in England. For the record of his chansons in tongue of chèquespire... Here's le résultat 15 years after he mades surf over a sèche-cheveux in his baignoire.
A curiosity, that's all.
Sony Music, 473663, 54' 09",135 F.

JOE HENDERSON
"So near, so far"



"Si près, si loin", la musique de Miles continue de nous bercer tous les jours. Le sax ténor Joe Henderson en sait quelque chose. Lui qui, avec John Scofield, Dave Holland, Al Foster, choisit de reprendre dix des thèmes -pas les plus connus, pas les moins beaux non plus- du trompettiste avec qui, tous, officièrent à un moment de leur carrière.
Celui qui est un modèle pour beaucoup de ténors : Joe Lovano, Michael Brecker rend ici un intime et charnel hommage à un musicien que tous aimaient...
Verve/Polygram, 517674, 72' 54", 135 F.

CINEMA

"Benny's video"

Obsédé par la vidéo, Benny, quatorze ans, se gave d'images. Il ne communique plus avec ses parents que par écran interposé. L'esprit même de Benny s'est métamorphosé en magnétoscope. Il ne regarde plus la rue par la fenêtre, mais par son écran de contrôle. Peu à peu, il perd pied et quitte la réalité. Et dérive dans l'horreur. "L'incapacité à communiquer est devenue aujourd'hui, pour moi, le sujet essentiel", reconnaît Michael Haneke, le metteur en scène. Il se réclame de Bresson, auquel il a dédié son film, mais c'est Wim Wenders et "Jusqu'au bout du monde", que l'on évoque, devant cette invasion d'images. En fait, le film ne fait que traduire la réalité, notre réalité. La communication passe aujourd'hui par l'image, la vidéo, la télévision. Pire, la relation directe n'existe plus, elle est pratiquement toujours médiatisée : téléphone, télévision, vidéo, télécopie ou messagerie minitel.

Haneke refuse le fantastique et s'en tient à la réalité. L'horreur de certaines scènes est banalisée. La scène du cochon qu'on abat n'a rien en soi d'intolérable. C'est le fait que Benny se la repasse indéfiniment, presque image par image, qui est troublant. "Pourquoi as-tu fait cela ?", demande le père, après le meurtre de la jeune fille. "Je voulais voir comment c'est", répond laconiquement l'adolescent. Une mise en scène sobre, avec peu de dialogues, mais où le spectateur se sent impliqué, directement pris à parti. C'est ce que recherche Haneke. Pour lui, la fonction du cinéma est d'éveiller, troubler et déstabiliser le public. Mission accomplie.

C.P.



Benny (Arno Frisch) dans "Benny's video". ▶

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

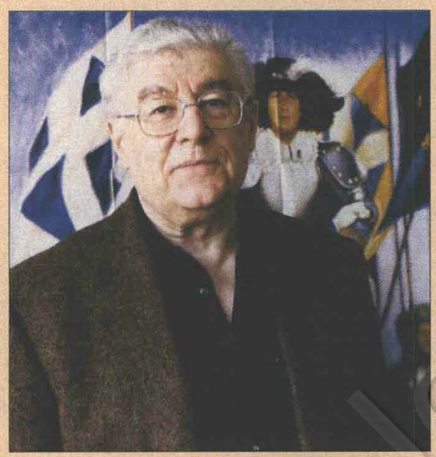
ROGER PLANCHON

Auteur d'une quinzaine de pièces, acteur, metteur en scène, directeur du Théâtre national populaire de Villeurbanne, Roger Planchon est également cinéaste. Son dernier film, "Louis, enfant-roi", sort cette semaine.

Vous êtes un des pionniers de la décentralisation, comment se porte-t-elle ?
Elle a en partie réussi et ce fut une belle aventure. Mais il faut maintenant un second souffle, il faut inventer quelque chose de comparable à ce que nous avons mis en route dans les années 1945-1950. A cette époque, il y avait 50 à 60 théâtres à Paris et aucun théâtre de création en province. Il faut mettre en place, en France, de grands centres de création, qui ne soient pas que des théâtres, mais qui associent audiovisuel, télévision et cinéma. Rassemblant ce que l'on pourrait appeler l'industrie du spectacle.

Vous n'êtes pas très favorable au passage de vos pièces à la télévision.
Je n'aime pas du tout ça. Beaucoup de pièces ne présentent aucun intérêt quand elles sont retransmises. Les seules qui passent, ce sont les pièces de boulevard. Mais la langue de Shakespeare, à la télévision, ne sonne pas juste. En revanche, je me suis battu pour que l'on fasse des créations, pour la télévision, de pièces contemporaines.
Deux choses m'inquiètent. Le théâtre monte trop de classiques. J'en ai été complice, c'est vrai, à un moment. Mais c'est une catastrophe quand on joue, à Paris, sept pièces de Molière le même soir. Ma seconde préoccupation, c'est évidemment la télévision. Certes, la séparation de l'information et du pouvoir politique a été réussie. Mais la bataille de la création française a été complètement perdue. C'est très grave. Et les gens qui ont pris pouvoir, à la télévision, ne le lâcheront pas facilement. Pour redémarrer, ce ne sera pas simple. C'est comme après Dunkerque, il faudra un débarquement.

Quelle différence y a-t-il entre la création au théâtre et au cinéma, pour vous qui avez pratiqué les deux ?
L'écriture est différente. La création pousse sur le même terrain, mais la forme de l'arbre est autre. Pour un scénario, il faut des dialogues ramassés, lapidaires. Au théâtre, c'est le dialogue qui a force d'entraînement. Pour la mise en scène, beaucoup de choses sont identiques. Les décors de théâtre, aujourd'hui sont aussi réalistes et solides que dans les studios de cinéma. En revanche, deux choses changent fondamentalement : la place qu'on donne à la caméra et le montage. Personnellement, ce qui m'intéresse le plus, c'est d'écrire et de jouer. Mettre en scène vient après. Le cinéma atteint un public plus nombreux. Le théâtre, c'est autre chose. Ce sont des acteurs vivants, des gens qui mouillent leur chemise pour vous, devant vous, qui se défoncent. Mais cela ne peut aller au-delà d'un certain nombre de spectateurs, il y a une limite. Moi, j'aime les deux.



Un auteur dramatique qui prend une page du passé et qui construit une fable à partir de là, peut aider à comprendre le monde contemporain parce que les spectateurs n'ont pas de réaction de défense.

C'est à travers la fable que vous abordez le mieux le présent...
Pour raconter le monde moderne, on peut évidemment écrire des pièces modernes, mais souvent le propos est limité. Un auteur dramatique qui prend une page du passé et qui construit une fable à partir de là, peut aider à comprendre le monde contemporain, parce que les spectateurs n'ont pas de réaction de défense. Si vous jouez une pièce contemporaine, le discours que vous tenez est forcément très près des discours politiques et, du coup, les gens mettent leur armure. Alors qu'avec une fable, le spectateur est plus désarmé. Et une œuvre d'art a besoin que les gens l'écoutent sans armure. Au total, comme Brecht, j'aime les histoires du passé pour parler du présent.

On reprend "La Remise"(1), votre première pièce. Trente ans après l'avoir écrite, en faites-vous une relecture différente ?
Non, c'est la même pièce. Elle est la seule en France, peut-être même en Europe, sur la guerre d'Indochine. Elle est aussi la seule pièce sur la fin d'une certaine paysannerie. Elle est l'histoire de ma famille. Je suis d'origine populaire et j'ai essayé de faire un théâtre où, si mon père et ma mère, qui ne savaient ni lire ni écrire, venaient, ils ne puissent pas dire : "On s'est moqué de moi." Ce qui a bougé, ce n'est pas moi, c'est l'exil des campagnes. Les paysans sont dans un concasseur qui va les briser. Alors, ne comprenant pas pourquoi, ils protestent et hurlent. Curieusement, le public et les critiques rentrent complètement dans la pièce, bien mieux qu'il y a trente ans.

"Louis, enfant roi", votre second film, après "George Dandin", sort ces jours-ci. Pourquoi Louis XIV ?
Quand on monte les pièces de Molière, on s'aperçoit qu'il y a quelqu'un qui est toujours en creux. C'est le roi de France. En travaillant le théâtre classique, j'ai donc commencé à m'intéresser à ce roi pour lequel on créait tant de comédies et auquel on essayait tant de plaire. Cela fait donc assez longtemps qu'il est un peu au centre de mes préoccupations.

Le film décrit l'enfance de Louis XIV. En quoi les événements de la Fronde ont-ils influencé son éducation ?
Toutes les grandes décisions du règne ont été prises entièrement à partir de son expérience lors de la Fronde. S'il épouse une Espagnole, c'est parce qu'il a vu les Espagnols envahir la France et qu'il cherche une solution pour la paix. S'il va s'installer à Versailles, c'est parce qu'il a été prisonnier dans Paris, et qu'il veut mettre entre les Parisiens et lui une distance suffisante. S'il abaisse la noblesse, c'est parce qu'elle a été odieuse durant la Fronde. S'il crée la monarchie absolue, c'est qu'il est passé près de la mort et que la royauté elle-même a été mise en question.
Louis XIV est certainement, de tous les hommes politiques de la Terre, celui qui a été le plus formé pour diriger un pays. Mazarin gouvernait la France, mais lui a assisté pendant sept ans à tous les conseils des ministres, avant de prendre, à vingt ans, le pouvoir. Le XVIIe siècle, c'est le moment où se construit la nation française, et il est important, aujourd'hui où les nations vont peut-être bouger complètement à l'intérieur de l'Europe, parfois avec de grandes poussées de nationalisme, de reconnaître nos racines.

Propos recueillis par C.P.

(1) Noisiel (Seine-et-Marne), 13 et 14 mai. TNP de Villeurbanne, du 24 au 27 mai et du 1er au 5 juin. Et au Théâtre des Amandiers, à Nanterre, la saison prochaine.

LA COUPOLE

L'Arène, Combs-la-Ville (77)

• L'ANTICHAMBRE "Le Siècle des lumières" de Jean-Claude Brisville

Le 4 mai

A la mort de Louis XIV,
le pouvoir n'est plus à Versailles
mais à Paris où quelques femmes
tiennent salon...
Avec Suzanne Flon, Henri Virlogeux,
Emmanuelle Meyssinac
Mise en scène : Jean-Pierre Miquel

5 invitations pour nos abonnés.

• LE MIME MARCEAU

Le 7 mai

Vous connaissez, bien sûr.
Mais, ne le ratez pas !

5 invitations pour nos abonnés.

LE GUICHET MONTPARNASSE

Paris

PERSONNE N'EST PARFAIT

Du 26 avril au 29 mai

Un cabaret, un soir...
On pousse la porte
d'un lieu étrange...
Une création de la compagnie
Bob & Aglaé, inspirée
de "Torch song trilogy",
créée à Brodway en 1983
par Harvey Fierstein.

15 invitations pour nos abonnés du 10 au 15 mai.



Vendredi

45.56.78.56 / 78.57

Soutenez-nous !
Abonnez-vous !

CENTRE CULTUREL BORIS VIAN

Les Ulis (91)

• LE MALADE IMAGINAIRE

Le 7 mai

Comédie en 3 actes de Molière, par le Théâtre de l'Eveil (création)

Une adaptation essentiellement
axée sur la comédie, sans autre
arrière pensée que d'en rire...
Mise en scène : Michel Abecassis

5 invitations pour nos abonnés.

• CABARET CAMI

Le 14 mai

Une création du Théâtre
de l'Eclipse, d'après l'œuvre
de Henri-Pierre Cami,
l'un des plus exceptionnel auteur
humoristique (ami et inspirateur
de Charlie Chaplin) et l'un des
plus remarquablement méconnus...

5 invitations pour nos abonnés.

SALLE GAVEAU

Paris

LE TRIO DE PRAGUE

Le 4 mai

Arnost Strizek, *piano*
Jiri Klika, *violon*
Jan Zvolanek, *violoncelle*

AU PROGRAMME :
Beethoven, Chostakovitch, Dovrak

50 places pour nos abonnés.

Pour obtenir les places,
45 56 78 56 / 78 57

Pour connaître les programmes

- **La Coupole :**
  ☎ 64 88 69 11 / 60 60 02 63
- **Centre culturel Boris-Vian :**
  ☎ (1) 69 07 65 53
- **Le Guichet Montparnasse :**
  ☎ 43 27 88 61
- **Salle Gaveau :**
  ☎ 49 53 05 07

LA HALLE AUX GRAINS

Blois (41)

DIALOGUES D'EXILES de Bertold Brecht

Le 7 mai

Un physicien, un ouvrier,
un buffet de gare, celui d'Helsinki.
Ziffel et Kalle, tous deux émigrés,
refont le monde de l'après-fascisme...

Mise en scène : Jean-Yves Lazennec

5 invitations (2 personnes) pour nos abonnés.



JE SOUTIENS VENDREDI, MAINTENANT !

Nom.....

Prénom.....

Adresse .....

.....

.....

Code postal .....

Ville.....

"Vendredi" l'hebdo
Abonnement 1 an : 270 F
DOM-TOM / CEE : 400 F
Autres pays : 600 F Institutions : 500 F

"Vendredi" hebdo
+ "Vendredi-Idées"
Abonnement 1 an : 350 F
DOM-TOM / CEE : 500 F
Autres pays : 700 F Institutions : 700 F

A renvoyer à : "Vendredi" service lecteurs,
10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07

accompagné, éventuellement,
du montant des abonnements.
Chèque à l'ordre de "Vendredi".
Merci de penser à joindre
votre bande adresse.